

Lemieux, Claude. *La Chine : une histoire de famille*. Montréal, Éditions St-Martin, 1984, 180 p.

Luc Cyr

Volume 16, Number 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701872ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701872ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cyr, L. (1985). Review of [Lemieux, Claude. *La Chine : une histoire de famille*. Montréal, Éditions St-Martin, 1984, 180 p.] *Études internationales*, 16(2), 459-462. <https://doi.org/10.7202/701872ar>

Canada, la question ne peut même pas être considérée dans l'immédiat. Le dynamisme économique et commercial existe mais il ne s'accompagne, jusqu'à présent, d'aucune des forces qui ont abouti à créer la communauté européenne. Ce même dynamisme produit pourtant une intensification de la coopération stratégique et politique, depuis longtemps engagée par les États-Unis.

La région du Pacifique s'articule autour de deux pôles économiques majeurs mais elle dépend d'un seul centre militaire. Le réseau des bases existe depuis longtemps, la marine américaine assure une protection de fait et le problème est plutôt d'harmoniser cette hégémonie ancienne avec les changements d'influence et de puissance engendrés par les changements économiques. Pour les définir la collaboration politique s'intensifie. Ainsi, à la réunion annuelle des 5 pays de l'ASEAN, 4 assistent les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, du Canada, du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, tous pays liés à Washington par des accords militaires particuliers. Après l'incertitude d'une période post Vietnam, les États-Unis ont choisi une stratégie affirmative qui se caractérise par l'accroissement de leur présence et par une incitation aux alliés pour qu'ils augmentent leur contribution à l'effort militaire commun.

Les interrogations et les incertitudes touchent surtout aux limites de cette communauté du Pacifique dont les éléments épars montrent quand même la réalité et l'importance. Le Vietnam est laissé à l'écart, suspecté à la fois par l'ASEAN et les États-Unis. La place de la Chine est discutée fréquemment puisque l'économie socialiste s'y adapte et laisse entrevoir des échanges croissants avec les systèmes capitalistes. Discuté en 1983, le cas de Pékin laissait sceptiques beaucoup d'intervenants, les développements survenus en 1984 auraient sans doute nuancé les opinions.

Le problème de définition de l'aire d'une communauté du Pacifique demeure pendant à deux autres zones. Celle d'Amérique latine, d'abord, dont l'axe d'échanges est depuis longtemps surdéterminé vers le Nord. Celle, ensuite, de l'URSS. Dans ce second cas la

question est difficile. Il avait été facile aux États-Unis de créer une communauté atlantique exclusivement occidentale à une époque où l'éloignement de l'URSS et sa faiblesse relative soulevaient de moindres problèmes. Dans le Pacifique Nord au contraire, l'URSS occupe une façade importante et le rapport des forces entre super-puissances est beaucoup plus égal. Le renforcement de la marine soviétique, l'installation de SS 20 en Sibérie orientale font contrepoids à la puissance américaine.

Les développements militaires de la rivalité entre super-puissances, l'essor économique de l'Asie orientale, la croissance des liens commerciaux entre « cette Asie » et les États-Unis, (les États-Unis font maintenant plus d'échanges avec l'Asie orientale qu'avec l'ensemble de l'Europe) font de la zone du Pacifique, la partie du monde où les réorientations majeures sont en cours de s'opérer. Les actes du colloque tenu par le CSIS en 1983 offrent l'avantage de faire le point sur un phénomène dont les développements ultimes sont encore à venir.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire
Université de Sherbrooke*

LEMIEUX, Claude. *La Chine: une histoire de famille*. Montréal, Éditions St-Martin, 1984, 180 p.

La Chine est toujours aux prises avec la survivance coriace de pratiques typiquement féodales même si depuis trente-cinq ans le Parti communiste chinois (le PCC) tente d'implanter un régime socialiste où présideraient la collectivisation des moyens de production, la socialisation du travail, l'industrialisation, l'élargissement du pouvoir et de l'agir de l'État en matière d'éducation, d'affaires sociales, d'économie, etc...

Voilà en gros le phénomène que Claude Lemieux essaie d'expliquer dans son ouvrage. À partir d'une analyse anthropologique de la famille chinoise, de ses fonctions (anciennes

et nouvelles), du mariage mercantile (où les parents contractent les fiançailles de leurs enfants dès le bas âge en raison de la perpétuation de la lignée ancestrale, de la dot, des besoins de main-d'oeuvre, etc.) et de l'organisation sociale chinoise en général, l'auteur s'efforce de repérer et de démonter les mécanismes sociaux qui reproduisent les moeurs féodales en Chine. C'est d'ailleurs la vitalité de ces mêmes mécanismes qui retarde l'épanouissement des idéaux socialistes tels que promus par le PCC et l'institutionnalisation des rapports sociaux par l'État.

Au départ, l'auteur procède à une description du contenu de la tradition culturelle confucéenne et souligne l'omnipotence qu'exerce celle-ci sur les membres de la famille. Outre l'hégémonie de l'autorité parentale et la soumission proverbiale des femmes, on retient ici l'idée de solidarités filiales et traditionnelles, d'interdépendance de chaque membre de la famille avec les autres, de culture totalitaire (où, pour dire comme le sociologue Jean-Jacques Simard, les acteurs sociaux sont captifs d'un mode d'emploi transmis par les voies de la tradition – celui-ci dictant et régissant de manière absolue les rapports sociaux que les individus entretiennent entre eux). Cette dernière spécification ne figure pas explicitement dans le texte, mais les nombreux exemples cités par l'auteur la font tomber sous le sens.

C'est cet univers de solidarités filiales et l'organisation sociale par laquelle il se maintient que l'industrialisation et le colonialisme disloqueront progressivement – dans les villes, à tout le moins – au cours du 19^{ème} au début du 20^{ème} siècle. D'ailleurs c'est à ces facteurs, de même qu'aux changements sociaux qu'ils provoqueront (formation d'une bourgeoisie nationale, prolétarianisation des couches laborieuses, émergence d'une intelligentsia urbaine et insoumise à la tradition, pénétration et implantation de moeurs occidentales ou industrielles, etc.) que l'on doit l'avènement et l'organisation de mouvements dissidents aux anciennes structures sociales et au pouvoir qui les chapeaute. Parmi leurs griefs, ils contestent notamment l'autorité parentale et réclament la liberté de choix dans les mariages, le droit des

femmes à l'éducation, au travail et à la participation aux activités politiques. Mais globalement, ils entendent couper les cordons qui lient l'individu à l'inéluctable de la tradition et lui libérer les horizons avec toute la somme d'angoisses et d'inconnus qu'ils réservent. Ici se formalise une lutte à finir entre la famille traditionnelle et l'État, entre les anciennes solidarités et l'institutionnalisation de nouvelles.

Il est dommage que C. Lemieux n'ait pas accordé une attention particulière à ce phénomène (elle expédie le tout en moins de deux pages). C'est pourtant bel et bien ici que le problème se pose: quels sont les processus structurés qui ont appelé ce changement? à quel rythme et avec quelle intensité s'imbrique-t-ils dans la nouvelle réalité chinoise? à quel point rend-il les anciennes structures déficientes et inadaptées à la nouvelle situation qu'il crée? bref, à quoi ressemble la Chine à cette époque charnière – celle qui précède la révolution? À défaut de mieux connaître ou de mieux explorer le bouillonnement de ces faits essentiels à la compréhension de la Chine moderne, à défaut de saisir la situation actuelle par ses racines, C. Lemieux limitera sa recherche pour ne s'en tenir qu'à l'observation et à l'explication du va-et-vient de ce qu'elle nomme la tradition (*i.e.* la morale confucéenne et la structure sociale féodale qui furent mécaniquement décrit en première partie du livre) à travers les pièges que lui tenderont les politiques du PCC dès qu'il prendra le pouvoir en 49. Autrement dit la suite du livre consiste en une étude de la pénétration des idéaux socialistes dans un tissu social qui semble en pleine reconfiguration. C'est une opération qui n'est tout de même pas dénuée d'intérêt. Elle a l'avantage de nous mettre en contact avec les stratégies employées par le PCC pour « confisquer » à la famille traditionnelle les fonctions régulatrices qu'elle accomplissait pour ensuite les remettre entre les mains de l'État. C'est également une façon d'identifier les facteurs qui déterminent de la survivance ou de l'évaporation de certaines pratiques féodales. Voici quelques exemples.

1. La réforme agraire. C'est l'abolition de la propriété foncière familiale et la collecti-

visation du territoire. Désormais la terre est distribuée aux individus (sans distinction de sexes), et non aux familles. Chez la paysannerie où la terre était pratiquement le socle sur lequel reposaient le pouvoir parental et les relations sociales marquées par l'emprise des liens de dépendance familiale, ces politiques visent, d'une part, le démantèlement des rapports d'assujettissement aux intérêts familiaux et leur substitution par des rapports d'indépendance et d'égalité, puis d'autre part le démembrement du groupe de parenté et son remplacement par une loyauté de l'individu à son groupe social, et plus largement à l'État.

2. La loi sur le mariage (1950). C'est la reconnaissance de la suprématie du lien conjugal sur le lien filial, l'égalité des deux sexes dans le travail, dans la propriété, dans la gestion des biens familiaux et dans le partage des héritages. En somme, l'amour et la camaraderie deviennent les forces motrices du mariage, contrairement aux raisons de filialité et d'échanges économiques qui subsistaient jusqu'alors. Cette loi fut toutefois adoucie très rapidement (1952) puisque devenue dès son imposition l'objet d'une défiance civile. À l'avenir, on tolérera les mariages mercantiles dans la mesure où les conjoints prêteront leur consentement. L'idée d'émancipation demeure ainsi intacte. Du reste, hormis le travail d'éducation et de propagande qui devraient sensibiliser les « masses » aux idéaux du Parti (chez nous on parlerait d'animation sur le terrain), la réussite de ces réformes et l'adhésion du peuple chinois à leurs orientations dépendent, aux yeux du PCC, de la réussite même du développement économique du pays et de la solidité des nouvelles infrastructures qui le supportent.

3. Le Grand bond en avant (1958). C'est la création des communes et l'instauration d'un important programme de collectivisation où les fonctions sociales traditionnellement attribuées à la famille deviennent définitivement du ressort de la commune ou de l'État. Dans cette foulée, les femmes seront conviées à délaisser les tâches que la tradition leur octroyait (au profit du travail manuel dans les champs), la commune et l'État veillant à prendre le relais. À ce compte, les changements les

plus signifiants de cette période sont la socialisation des tâches domestiques, l'appropriation de l'éducation par l'État, la mise sur pied de garderies, de réfectoires communautaires, d'hospices pour vieillards, etc. Mais trois années de catastrophes naturelles (1960-1962) compromettront sérieusement le succès du Grand bond et plongeront la Chine dans une crise économique.

4. La Révolution culturelle (1966-1976). C'est cette longue et dure bataille idéologique pendant laquelle, contrairement aux précédentes campagnes de dénigrement de la famille traditionnelle et des moeurs féodales qui la caractérisent, le PCC s'en prendra à la famille comme foyer du « révisionnisme », considérant les intérêts familiaux et les idéaux bourgeois comme allant de pair. Mais inversement aux attentes, la Révolution culturelle mènera à la résurgence des anciennes solidarités. La critique désordonnée de la bureaucratisation de l'État (ce que certaines factions à l'intérieur du PCC – celles sous l'influence de Mao – associaient avec l'embourgeoisement des appareils d'État et la naissance d'une classe de bureaucrates) rencontrera des oppositions multiples et provoquera l'instabilité du pouvoir politique en Chine. Or la confusion idéologique de l'époque, additionnée à une lutte de factions, aux révoltes armées, aux grèves, aux fermetures d'écoles, etc., amoindriront le pouvoir central et inciteront l'individu de la campagne à se retrancher dans l'unité familiale; alors que ces mêmes facteurs pousseront les cadres à l'immobilisme et à une surveillance poreuse de l'application des politiques et des lois dont celles sur le mariage. De l'avis de l'auteur, c'est une constante: « Dès que la stabilité politique se désagrège ou que l'ensemble de l'économie subit des revers, la réaction classique est un retour à la tradition » (p. 112).

Règle générale, et quoique l'industrialisation des centres urbains stimule l'indépendance de l'individu de la ville par rapport à sa famille, le terrain que l'État gagnera aux dépens des solidarités traditionnelles, il devra le gagner pouce par pouce. Encore aujourd'hui, et à titre d'exemple, la récurrence du mariage mercantile et les dépenses fastueuses qui ac-

compagnent la cérémonie témoignent de la vivacité des liens parentaux, contribuent à maintenir les rapports qui soudent l'individu à sa famille (par l'endettement notamment) et font de cette dernière une unité sociale traditionnelle non dépassée. Enfin, la morphologie sociale de la campagne chinoise ressemble trop à ce qu'elle était avant 1949 pour que ses habitants aient radicalement changé de mode de vie: même si la famille n'est plus l'unité de production et de socialisation, elle n'en demeure pas moins l'unité de consommation (logement, nourriture, vêtement, etc.); plusieurs régions rurales n'ont que très peu progressé économiquement et constituent un terrain, où les anciennes solidarités trouvent à se reproduire sans trop de peine puisqu'elles gardent prise sur une infrastructure qui leur sied; finalement, l'instabilité politique de la Chine désorganise circonstanciellement l'application des politiques du PCC.

Ceci résume dans son essence le contenu de ce livre qui, avant toute chose, doit être considéré d'intérêt anthropologique. Malgré les réserves qui furent émises, la richesse des données empiriques qui alimentent ce livre, la rigueur de la méthodologie adoptée, les multiples avenues explorées et dont certaines sont ici gardées sous silence faute d'espace typographique (le cheminement idéologique du PCC depuis 1949, l'articulation du discours et des actions des mouvements de femmes et des ligues de jeunesse avec la mouvance idéologique et sociologique post-49, etc.) prêtent à cet ouvrage des qualités certaines et contribuent à une compréhension plus approfondie de la Chine moderne. Voilà sans doute ce qu'était l'ambition de ce livre, et c'est ce qu'il accomplit.

Luc CYR

Département de sociologie
Université Laval, Québec

NEE, Victor et MOZINGO, David (éds.), *State and Society in Contemporary China*, Ithaca (N.Y.), Cornell University Press, 1983, 304 p.

Qu'est-ce que c'était que le fascisme féodal? Il n'était ni fasciste ni féodal, mais les polémistes qui en Chine en 1979 prônaient les quatre modernisations ont cherché les termes les plus péjoratifs pour désigner la dictature prolétarienne pratiquée à la manière maoïste. Engels avait donné l'éveil contre un contournement bureaucratique des révolutions prolétariennes dans son avant-propos de 1891 à l'édition allemande de *La guerre civile en France*, et c'était pour écarter ce mal prévu par Engels que Mao Zedong avait amorcé la révolution culturelle. À la page 136 du livre important dont je rends compte, Richard Kraus, en analysant le rôle social des cadres, cite adroitement le texte bien connu d'Engels (déguisé par un renvoi dans les notes à Roy Medvedev), pour démontrer que la révolution culturelle a précipité ce que Mao Zedong a voulu détourner. Ce dénouement suggère que toute révolution marxiste s'achemine vers le fascisme féodal, mais aucun marxiste ne peut admettre une telle interprétation du concept de la dictature prolétarienne. Les auteurs des articles rassemblés dans ce livre expliquent le fascisme féodal qui régnait sous le culte de la personnalité de Mao Zedong comme un phénomène spécifiquement chinois et ils croient que même en Chine un autre aboutissement est possible.

Ce livre eut son origine dans un colloque à l'Université Cornell en 1978. Les auteurs ont tenu compte des événements et des documents publiés jusqu'en 1982, mais évidemment on a pris les premières décisions éditoriales avant de connaître la signification économique de la chute de Jiang Qing et des maoïstes radicaux. Il n'y a pas d'économiste professionnel dans l'équipe, heureusement, peut-être, puisque les économistes d'aujourd'hui veulent se limiter aux questions propres à l'analyse quantitative, questions moins intéressantes que celles dont s'occupent les sociologues, les historiens et les spécialistes de la science politique. Les économistes à présent